

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET CIVIL
CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
CIVIL CABINET
COMMUNICATION UNIT



Evaluation et financement de l'Accord de Paris sur le Climat

Paris, 12 décembre 2017

Participation du Président de la République du Cameroun, S.E.M. Paul BIYA

DOSSIER DE PRESSE



ENJEUX DE LA PARTICIPATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN AU SOMMET DE PARIS “ONE PLANET SUMMIT”

1. La participation du Chef de l'Etat à ce sommet se situe en droite ligne de son engagement constant et résolu en matière de protection de l'environnement en général et en particulier de la lutte contre les changements climatiques qui menacent «*la survie de l'espèce humaine*». Le Président Paul BIYA considère la lutte contre les dérèglements climatiques comme «*une urgence*», les dommages qu'ils causent étant irréversibles. Le Chef de l'Etat est aussi convaincu que les solutions à ce phénomène doivent être trouvées dans un cadre global.

2. Dans une tribune publiée à l'occasion de la COP21 en 2015, le Président Paul BIYA avait invité la communauté internationale à «*l'action*»; à dépasser le débat sur la responsabilité entre pays industrialisés et pays en développement, quand bien même celle-ci serait plus importante du côté des pays industrialisés. Il précisait que «*pour les pays en développement ou sur la route de l'émergence parmi lesquels le Cameroun, la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste conditionnée à un soutien de la communauté internationale notamment des pays industrialisés sous forme de*

financements, de renforcement des capacités et de transfert de technologie». C'est donc dire que le Cameroun est parfaitement à l'aise avec l'initiative du Président de la République Française, qu'il appuie fortement, d'organiser un sommet destiné à mobiliser des financements pour la réalisation de l'Accord de Paris sur le Climat.

3. S'agissant de cet Accord, il convient d'ailleurs de souligner que le Cameroun a été parmi les vingt premiers à l'avoir ratifié. C'était le 12 juillet 2016. Au mois de novembre 2017, plus de 168 pays avaient ratifié l'Accord de Paris. Collectivement, ces pays représentent plus de 80% des émissions mondiales des gaz à effet de serre.

4. Lors de la COP21, le Président Paul BIYA avait porté la voix du Cameroun avec force et pertinence. Dirigeant d'un pays qui abrite en partie le massif forestier du Bassin du Congo, deuxième poumon de la planète, le Président Paul BIYA avait rappelé à la conscience universelle que ce massif forestier mérite une grande attention et une protection de tous. «*NOUS DEVONS SAUVER LES FORETS DU BASSIN DU CONGO. NOUS DEVONS*

SAUVER LE SECOND POUMON DE LA PLANETE», avait demandé le Chef de l'Etat à la communauté internationale. De même le Chef de l'Etat n'avait pas manqué d'attirer les regards sur la situation tragique du Lac Tchad dont l'assèchement dramatique met en péril des millions de vies dans les cinq pays qui partagent cette étendue d'eau. «**SAUVONS LE LAC TCHAD**», avait encore interpellé le Président Paul BIYA.

5. Pour «*le Cameroun, faible émetteur de gaz à effet de serre, qui entend poursuivre sa contribution à leur réduction*», comme s'y est engagé le Chef de l'Etat à la COP21, l'enjeu de la participation au «*One Planet Summit*» est donc clair. Il tourne essentiellement autour des deux priorités énoncées par le Président de la République lors du mini-sommet des Chefs d'Etat consacré à l'Afrique organisé en marge de la COP21.

- Primo, poursuivre le plaidoyer en vue de sauver les forêts du Bassin du Congo à travers des compensations financières des pays riverains dont le Cameroun.
- Secundo, inverser la tendance de l'assèchement du Lac Tchad et protéger le cadre de vie des populations qui subissent les effets induits de la détérioration de leur environnement. Cela passe par un soutien résolu de la communauté internationale au Plan de Développement et d'adaptation aux changements climatiques d'un coût estimé à 900 millions d'euros, au Plan quinquennal d'investissement et par un Programme d'urgence en faveur des jeunes et des couches vulnérables.



LE SOMMET DE PARIS “ONE PLANET SUMMIT”

A l'initiative du Président français Emmanuel Macron, se tiendra à Paris, le 12 décembre 2017, un sommet sur le climat baptisé «*One Planet Summit*». Ce sommet se tient deux ans après la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui a abouti à la signature de l'historique Accord de Paris sur le Climat, le 12 décembre 2015. A Paris, le 12 décembre 2017, il sera donc question de faire une évaluation de l'Accord de Paris sur le Climat et de mobiliser des financements indispensables à sa réalisation.

Contexte et enjeux:

- ✓ Le sommet de Paris se tient au lendemain de la COP23 à Bonn en Allemagne au mois de novembre dernier et de la COP22 à Marrakech au Maroc en novembre 2016.
- ✓ Ce sommet intervient aussi dans un contexte marqué par le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris, l'un des 195 pays ayant participé à la COP21 et un des plus grands pollueurs de la planète. La décision du nouveau Président des Etats-Unis a été officiellement notifiée à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en date du 4 août 2017.
- ✓ «*One Planet Summit*» marque la détermination du Président de la République Française, des Nations Unies et du reste de la communauté internationale à poursuivre la mise en œuvre de l'Accord de Paris.
- ✓ Pour entrer en vigueur, l'Accord de Paris devait être ratifié par au moins 55 Etats parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, représentant au mois un pourcentage estimé à 55% du total des émissions mondiales de

gaz à effet de serre. Le premier seuil a été franchi le 21 septembre 2016 et le second le 5 octobre de la même année. L'Accord de Paris est entré en vigueur 30 jours après que les deux conditions ont été réunies, soit le 4 novembre 2016. Il aura donc fallu moins d'un an pour que cet Accord soit officiellement validé. Un record pour un traité international de cette importance.

- ✓ Au mois de novembre 2017, plus de 168 Etats avaient déjà ratifié l'Accord de Paris sur le Climat. Collectivement, les pays ayant ratifié cet Accord cumulent plus de 83,54% des émissions de gaz à effet de serre.

Objectifs

Les trois principaux objectifs du «One Planet Summit» déclinés par les organisateurs sont les suivants:

1. Agir concrètement et collectivement

«Les solutions existent, déployons-les à l'échelle globale et locale ! Le plus vite possible».

2. Innover

«Soyons créatifs et astucieux pour adapter nos systèmes aux changements inévitables et accélérer encore la réduction des émissions de gaz à effet de serre».

3. Etre solidaires

«Nous sommes tous affectés par les changements climatiques, mais certains d'entre nous y sont plus vulnérables. Travaillons ensemble pour le bien de tous et accompagnons plus encore les pays et populations qui en ont le plus besoin».

Les co-organisateur du sommet de Paris

Le sommet est conjointement organisé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et le Groupe de la Banque Mondiale en partenariat avec d'autres organisations internationales, des ONG et des associations.

L'ONU est au premier rang de la recherche avec les rapports du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le GIEC considère que les changements climatiques représentent pour la communauté mondiale l'occasion ou jamais de s'unir pour relever un défi qui ne connaît pas de frontières.

Le Groupe de la Banque Mondiale est une organisation mondiale sans équivalent qui rassemble plus de 180 pays et cinq entités dont la mission essentielle consiste à offrir des solutions durables en mesure de réduire la pauvreté et d'instaurer une prospérité partagée **notamment** dans les pays en développement.

Les partenaires :

Citons, entre autres :

▪ **Bloomberg Philanthropies**

Bloomberg Philanthropies travaille dans plus de 120 pays à travers le monde pour assurer une vie meilleure et plus longue pour le plus grand nombre d'individus. L'organisation focalise son action sur 5 domaines clés pour créer un changement durable : l'Art, l'Education, l'Environnement, l'Innovation gouvernementale et la Santé Publique. Bloomberg Philanthropies regroupe l'ensemble des activités caritatives de Michael R. Bloomberg.

▪ **La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**

Rassemblant 197 parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), texte quasiment universel, est à l'origine de l'Accord de Paris sur les changements climatiques de 2015.

▪ **La Commission européenne**

La Commission européenne est l'organe exécutif de l'UE. Elle décide de l'orientation politique et stratégique de l'Union.

▪ **L'OCDE**

Organisation unique en son genre dans le cadre de laquelle des gouvernements agissent de concert afin de mettre leurs expériences en commun et de rechercher les moyens de relever des défis d'ampleur mondiale.

Lieu de la tenue du Sommet et principales articulations

- «One Planet Summit» va se tenir à La Seine musicale, le nouvel écrin culturel inauguré en avril sur l'île Seguin (Hauts-de-Seine).
- Ce sommet va s'articuler autour des allocutions de dirigeants et de personnalités, de la présentation de projets innovants et de la tenue de quatre tables rondes ou panels orientés vers les problématiques financières : comment soutenir la transition énergétique des territoires, avancer vers l'économie bas carbone et l'adaptation au changement climatique, mobiliser les financements publics, verdir la finance privée ?



PANEL N°1 CHANGER L'ÉCHELLE DE LA FINANCE POUR L'ACTION CLIMAT

Quels instruments pour mobiliser les financements vers les projets de développement bas-carbone et d'adaptation au dérèglement climatique ?

Ce sont les investissements d'aujourd'hui qui dessinent le monde de demain. Afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux effets des changements climatiques, les investissements nécessaires sont de l'ordre de milliards de milliards de dollars.

Dans ce cadre, la finance publique a un rôle central à jouer mais ne pourra pas promouvoir à elle seule un développement durable et résilient pour tous. Il lui revient une responsabilité toute particulière pour préparer les politiques climat sur le long terme et produire un effet de levier sur la finance privée.

Les banques et agences de développement, qu'elles soient nationales, régionales ou multilatérales sont au cœur de ce processus. Elles ont la capacité de réorienter les flux financiers vers une économie bas-carbone, compatible avec les ambitions de l'Accord de Paris.

Le panel démontrera en quoi l'Accord de Paris pose un nouveau mandat pour la finance publique et privée et pourquoi il est nécessaire de changer l'échelle de la finance pour l'action climat par l'engagement public et son effet de levier sur les investissements privés.

Co-présidents : Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ; Rémy Rioux, Président du club mondial des banques de développement ; Kristalina Georgieva, Directrice Générale de la Banque Mondiale.



PANEL N°2

VERDIR LA FINANCE EN FAVEUR D'UNE ÉCONOMIE DURABLE

Quelle intégration des enjeux climat par les acteurs et régulateurs de la finance privée pour réorienter les investissements vers une économie dé carbonée ?

La mobilisation de l'ensemble des acteurs de la finance est déterminante pour la lutte contre le dérèglement climatique et la transition vers une économie qui émet moins de gaz à effet de serre et peut s'adapter aux évolutions à venir. Tous les acteurs, institutions financières privées comme acteurs publics doivent continuer à innover dans ce sens. L'enjeu est de pousser le secteur financier vers une perspective de long terme en prenant mieux en compte les risques climatiques. Cette dynamique se traduit par trois axes forts, qui seront abordés dans le panel :

- Le rôle de la finance pour transformer le secteur privé et renforcer la dynamique sur les questions climat.
- L'amélioration du recueil d'informations financières et leur transparence sur les enjeux liés au climat.
- La mobilisation des investisseurs sur les actions climat et le développement de nouveaux instruments financiers pour soutenir l'accélération de la baisse des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique.

Co-présidents : Bruno le Maire, Ministre de l'Économie et des Finances ; Vladis Dombrovkis, vice-président de la Commission européenne, chargé de l'Euro et du Dialogue social.



PANEL N°3

ACCÉLÉRER L'ACTION LOCALE ET RÉGIONALE EN FAVEUR DU CLIMAT

Comment permettre aux villes et aux territoires d'atteindre leurs ambitions et de contribuer activement à la mise en œuvre de l'Accord de Paris ?

L'action des gouvernements locaux et régionaux est indispensable pour atteindre les objectifs mondiaux de l'Accord de Paris dans la mesure où ils possèdent les cartes maîtresses qui permettront d'en accélérer la mise en œuvre avant 2020.

Les villes, les états et les régions autour du monde s'engagent à combattre les effets du changement climatique et posent les jalons qui permettront aux gouvernements nationaux d'être encore plus ambitieux. Pourtant, les financements disponibles ne sont pas encore à la hauteur des enjeux, et demeurent peu accessibles à l'échelle locale. Le concours des gouvernements locaux à l'Accord de Paris et aux contributions nationales (NDCs) gagnerait également à être davantage reconnu.

Ce panel proposera des solutions pour favoriser une large collaboration entre les secteurs publics et privés et entre les différents niveaux de gouvernement (international, national, régional et local) dont les actions et stratégies climatiques doivent être mieux alignées. Il identifiera également des voies de financements innovants pour amplifier les actions climat à l'échelle des villes, Etats et régions.

Co-présidents : Anne Hidalgo, Maire de Paris et Présidente du C40, une associations des maires ; Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne et co-chair de la Convention mondiale des maires.



PANEL N°4

RENFORCER LES POLITIQUES PUBLIQUES POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Quel cadre public pour poursuivre l'évolution de l'économie vers la transition bas carbone et l'adaptation au changement climatique ?

Les gouvernements doivent jouer le rôle de garant des objectifs de l'Accord de Paris. Si la mobilisation de tous est nécessaire pour atteindre nos objectifs, les politiques publiques doivent accompagner et envoyer des signaux forts pour que l'ensemble des acteurs puissent transformer leurs modes de production et consommation vers des solutions bas carbone. A la lumière des impacts déjà ressentis du dérèglement climatique, il est indispensable de renforcer la résilience et l'adaptation pour protéger encore davantage les citoyens des événements climatiques extrêmes.

Ce panel démontrera que des transformations profondes sont déjà à l'œuvre dans de nombreux secteurs, tels que les transports et qu'elles doivent encore s'amplifier et s'accélérer. Les politiques publiques doivent intégrer l'horizon de long terme en fixant par exemple des objectifs de neutralité carbone. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, leur donner un prix est indispensable. Enfin, la résilience et la capacité de nos infrastructures à faire face aux chocs liés au dérèglement climatique doit être au cœur des préoccupations.

Co-présidents : Nicolas Hulot, Ministre de la Transition écologique et solidaire; Rafael Pacchiano, Ministre de l'Environnement du Mexique



DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMÉROUN À LA COP21

Paris, le 30 novembre 2015

Monsieur le Président de la Conférence,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier les autorités françaises, et particulièrement le Président Hollande, pour la qualité de leur accueil. Je tiens également à les féliciter pour l'excellente organisation de la COP21 et pour leur engagement à en assurer le succès.

Je voudrais aussi féliciter le Secrétaire Général des Nations Unies pour sa contribution à la préparation de cette rencontre, sans doute, l'une des plus importantes de ce début de millénaire.

Notre conférence répond en effet à l'urgente nécessité d'enrayer les effets destructeurs des changements climatiques. Nous en avons la responsabilité. Nous en avons le devoir. Et ici, nous en avons l'opportunité.

Nos conclusions, nos compromis, pour être crédibles, devront avoir un caractère contraignant. La tâche n'est pas insurmontable. Laissons-nous seulement guider par une exigence de solidarité humaine et une juste appréciation de l'urgence de la situation.

NOUS N'AVONS PAS LE DROIT D'ECHOUER.

Mesdames, Messieurs,

Le Cameroun, faible émetteur de gaz à effet de serre, entend poursuivre sa contribution à leur réduction. Cette contribution se décline comme suit :

Primo. Plan de réduction de 32 %, à l'horizon 2035, de l'empreinte carbone par rapport à 2010.

Secundo. Lutte contre la désertification, élaboration d'un mécanisme pour le développement propre, gestion durable des forêts et, dans le cadre de la Commission des forêts d'Afrique Centrale, action pour une gestion concertée des forêts du bassin du Congo.

Tertio. Gestion durable des ressources en eau, de concert avec les pays de la sous-région, membres de la Commission du bassin du lac Tchad et de l'Autorité du bassin du Niger.

Mesdames, Messieurs,

Deux sujets interpellent la COP21.

Il s'agit d'abord de la dégradation continue des forêts en Afrique Centrale. Celle-ci diminuera la contribution de ce massif forestier à la réduction des gaz à effet de serre.

NOUS DEVONS SAUVER LES FORETS DU BASSIN DU CONGO. NOUS DEVONS SAUVER LE SECOND POUMON DE LA PLANETE.

La désertification, qui affecte les pays voisins du lac Tchad, nous préoccupe également.

Cet immense plan d'eau, absolument indispensable à la vie des populations et à la biodiversité, est en voie d'assèchement progressif. Il a déjà perdu 90 % de sa surface initiale.

SAUVONS LE LAC TCHAD.

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes là pour répondre aux attentes et aux espoirs de nos peuples. Alors, faisons preuve de détermination et de courage politique. Oui, ayons de l'audace et de la sagesse.

Si nous y parvenons, la conférence de Paris sera ce moment décisif que le monde, dans sa quête pour la survie de l'humanité, appelle de tous ses vœux.

Je vous remercie.



Intervention du Chef de l'Etat lors du mini-sommet consacré à l'Afrique organisé en marge de la COP21. Thème : « Défi climatique et solutions africaines ».

« Je vous remercie Monsieur le Président.

Mes premiers mots seront des mots de remerciements à vous Monsieur le Président de la République française pour cette initiative de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.

Je remercie également Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies qui a travaillé très étroitement avec vous pour ce succès.

Je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter les organisateurs pour la qualité des travaux et la profondeur des échanges que cette conférence a permis d'avoir.

Tout a été dit et bien dit par les orateurs qui m'ont précédé sur les inconvénients des désastres qu'entraînent le changement climatique en Afrique. Je n'y reviendrai pas.

La première question qui s'est posée était de savoir si l'Afrique a vraiment pris conscience de la gravité du phénomène. Les orateurs qui m'ont précédé ont démontré que l'Afrique a pris conscience, des solutions ont même été esquissées : la Muraille verte, le plan énergétique etc. Nous avons d'ailleurs reçu la visite du ministre Borloo qui propose un plan d'électrification à 80% de l'Afrique. Des solutions existent mais il me semble que le grand problème ce sont les financements.

Beaucoup a été fait par la France en particulier ainsi que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement. Mais, nous ne sommes pas au bout de nos peines. C'est pour cela que je voudrais joindre ma voix à celles des orateurs qui m'ont précédé pour dire qu'il faut encore aller plus loin dans le financement de l'Afrique.

Bien sûr le changement climatique a entraîné des changements multiples non seulement sur le plan de l'alimentation, de la vie des gens, mais aussi sur l'émergence de la violence. En particulier autour du Lac Tchad où nous avons à faire à des mouvements violents, très durs. Mais nous ne sommes pas restés les bras croisés, nous avons créé une Force mixte multinationale avec le Nigéria, le Tchad, le Cameroun et le Benin qui fait face à ces terroristes.

Mais nous demeurons tout de même optimiste, la prise de conscience mondiale qui se manifeste aujourd'hui à Paris montre que le monde est décidé à relever les défis. C'est pour cela que nous tenons une fois de plus à remercier Monsieur le Président Hollande et les pays qui aident l'Afrique, pour qu'on continue cette marche en avant, pour une vie meilleure et l'avenir de l'humanité.

Je vous remercie. »